

« Relocaliser n'est plus une option mais une condition de survie de nos systèmes économiques et sociaux »

[Crises 0](#)



« Dans l'industrie pharmaceutique () 80 % des principes actifs des médicaments sont importés de Chine et d'Inde, contre 20 % il y a trente ans ». Photo : Le port de Busan (Corée du Sud) avec des conteneurs. Philippe Turpin / Photononstop

TRIBUNE

Pour les économistes Maxime Combes, Geneviève Azam, Thomas Coutrot et le sociologue Christophe Aguiton, « l'histoire n'est pas écrite » et il existe encore des moyens pour faire basculer la mondialisation du côté de la réduction des inégalités, expliquent-ils, dans une tribune au « Monde ».

Tribune En moins de deux mois, la pandémie due au coronavirus rebat déjà les cartes de la globalisation économique. L'allongement continu des chaînes d'approvisionnement et de la division internationale du travail depuis plus de trente ans, ainsi que leur fonctionnement à flux tendus, sont désormais perçues comme des sources de danger difficilement supportables et justifiables.

L'industrie pharmaceutique, qui a délocalisé des pans entiers de son appareil productif au point que 80 % des principes actifs des médicaments sont désormais importés de Chine et d'Inde, contre 20 % il y a trente ans, est citée en exemple des secteurs à relocaliser. Ce terme de « relocalisation » est désormais dans tous les discours, y compris de ceux qui n'ont cessé

d'oeuvrer depuis des années à l'approfondissement de la mondialisation néolibérale au nom de l'abaissement des coûts.

Sans pour autant que le contenu même des choix d'investissement et de production ne soit interrogé, ne faut-il ajouter à la compétitivité-coût, qui a guidé les choix des investisseurs depuis des années, que le seul critère de « compétitivité-risque », comme cela est désormais évoqué ? Ou bien faut-il interroger le contenu même de ces productions, de leur mode de financement, de leur impact sur la planète et de la qualité des emplois qu'elles font vivre ?

Le symptôme d'une mal-organisation du monde

Les appels à la relocalisation et à la relance de l'économie ne sauraient, en effet, masquer le caractère intrinsèquement insoutenable du système productif mondial : dans son rapport « [Global Resources Outlook to 2060](#) », l' Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que l'extraction de ressources naturelles devra augmenter de 111% (150% pour les métaux et 135% pour les minéraux) pour alimenter une croissance annuelle mondiale de 2,8% d'ici à 2060. Relocalisé et relancé au nom de formes de protectionnisme revisités, un tel modèle économique n'en reste pas moins insoutenable et non-désirable.

La crise du coronavirus apparaît, en effet, comme le symptôme d'une mal-organisation du monde qui ne peut que favoriser la prolifération d'événements incontrôlables prenant une dimension de déstabilisation systémique. Sans en être la cause profonde – qui réside dans l'envolée des inégalités et d'une bulle financière gonflée par les Banques centrales depuis dix ans – le coronavirus met le feu à une économie mondiale dramatiquement instable. Qu'en sera-t-il lorsque les dérèglements climatiques et l'effondrement écologique documentés par les scientifiques produiront leur plein effet, c'est-à-dire dès demain, et au plus tard après-demain ?

l' Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que l'extraction de ressources naturelles devra augmenter de 111% (150% pour les métaux et 135% pour les minéraux) pour alimenter une croissance annuelle mondiale de 2,8% d'ici à 2060. Relocalisé et relancé au nom de formes de protectionnisme revisités, un tel modèle économique n'en reste pas moins insoutenable et non-désirable.